



Procès-verbal
Le mercredi 30 octobre 2002 - n° 125

10 heures

Présidente : Mme Louise Harel

*L'édition papier du Procès-verbal a préséance sur la présentation électronique de celui-ci.
Le contenu de la table des matières n'est ni exhaustif ni limitatif.*

TABLE DES MATIÈRES

La séance est ouverte à 10 heures.

AFFAIRES DU JOUR

Affaires inscrites par les députés de l'Opposition

M. Ouimet (Marquette) propose :

QUE l'Assemblée nationale dénonce le laxisme du gouvernement dans la gestion des contrats reliés à l'implantation du nouveau Centre hospitalier universitaire de Montréal (CHUM).

À la suite d'une réunion avec les leaders parlementaires, M. Beaulne, deuxième vice-président, informe l'Assemblée qu'il a réparti le temps de parole pour la discussion de cette motion de la façon suivante : dix minutes sont allouées à l'auteur de la motion pour sa réplique ; dix minutes sont accordées aux députés indépendants ; les deux groupes parlementaires se partageront également le reste du temps consacré à ce débat ; dans ce cadre, le temps non utilisé par l'un des groupes s'ajoutera à celui de l'autre groupe, tandis que le temps non utilisé par les députés indépendants pourra être redistribué entre les groupes parlementaires, et les interventions, à l'exception du temps dévolu aux députés indépendants, ne seront soumises à aucune limite.

Suit le débat sur la motion de M. Ouimet (Marquette).

Le débat terminé, la motion est mise aux voix ; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de Mme Vermette, leader adjointe du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la présente séance.

30 octobre 2002

À 12 h 01, M. Beaulne, deuxième vice-président, suspend la séance jusqu'à 14 heures.

La séance reprend à 14 h 06.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Dépôts de documents

Mme Marois, ministre d'État à l'Économie et aux Finances, dépose :

Le rapport annuel de gestion de l'Inspecteur général des institutions financières, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2002.

(Dépôt n° 1512-20021030)

M. Legault, ministre d'État à la Santé et aux Services sociaux, dépose :

Le rapport annuel de gestion du ministère de la Santé et des Services sociaux, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2002 ;

(Dépôt n° 1513-20021030)

Le rapport annuel de gestion du Protecteur des usagers en matière de santé et de services sociaux, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2002.

(Dépôt n° 1514-20021030)

30 octobre 2002

M. Sylvain Simard, ministre d'État à l'Éducation et à l'Emploi, dépose :

Le rapport annuel de gestion du ministère de l'Éducation, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2002 ;

(Dépôt n° 1515-20021030)

Le rapport annuel de l'Université Bishop's, pour l'exercice financier terminé le 30 juin 2001 ;

(Dépôt n° 1516-20021030)

Le rapport annuel de l'Université Concordia, pour l'exercice financier terminé le 31 mai 2001 ;

(Dépôt n° 1517-20021030)

Le rapport annuel de l'Université de Montréal, pour l'exercice financier terminé le 31 mai 2001 ;

(Dépôt n° 1518-20021030)

Le rapport annuel de l'Université de Sherbrooke, pour l'exercice financier terminé le 31 mai 2001 ;

(Dépôt n° 1519-20021030)

Le rapport annuel de l'École polytechnique de Montréal, pour l'exercice financier terminé le 31 mai 2001.

(Dépôt n° 1520-20021030)

M. Boisclair, ministre d'État aux Affaires municipales et à la Métropole, à l'Environnement et à l'Eau, dépose :

Le rapport annuel de gestion du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2002 ;

(Dépôt n° 1521-20021030)

Le rapport annuel du Palais des congrès de Montréal, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2002 ;

(Dépôt n° 1522-20021030)

30 octobre 2002

Le rapport annuel de gestion de la Commission municipale du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2002.

(Dépôt n° 1523-20021030)

Mme Goupil, ministre d'État à la Solidarité sociale, à la Famille et à l'Enfance, dépose :

Le rapport annuel de gestion du Centre de recouvrement, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2002 ;

(Dépôt n° 1524-20021030)

Le rapport annuel de gestion du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2002 ;

(Dépôt n° 1525-20021030)

Le rapport annuel de gestion du Secrétariat à la Condition féminine, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2002 ;

(Dépôt n° 1526-20021030)

Le rapport annuel de gestion de la Sécurité du revenu, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2002.

(Dépôt n° 1527-20021030)

M. Ménard, ministre des Transports et ministre de la Sécurité publique, dépose :

Le rapport annuel de gestion du ministère des Transports, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2002 ;

(Dépôt n° 1528-20021030)

Un erratum à la page 14 du rapport annuel du Comité de déontologie policière.

(Dépôt n° 1529-20021030)

30 octobre 2002

M. Jutras, ministre de la Justice, dépose :

Le plan d'action 2002-2003 du Bureau des infractions et amendes.

(Dépôt n° 1530-20021030)

M. Julien, ministre du Revenu, dépose :

Le rapport annuel de gestion du ministère du Revenu, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2002.

(Dépôt n° 1531-20021030)

Le rapport d'activité du ministère du Revenu résultant de la comparaison, du couplage ou de l'appariement des fichiers de renseignements au 31 mars 2002, incluant un avis de la Commission d'accès à l'information concernant ce rapport.

(Dépôt n° 1532-20021030)

M. Boisclair, leader du gouvernement, au nom de M. Rochon, ministre d'État aux Ressources humaines et au Travail, dépose :

Le rapport annuel de gestion de la Commission des lésions professionnelles, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2002 ;

(Dépôt n° 1533-20021030)

Le rapport annuel de la Commission de la construction du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 2001.

(Dépôt n° 1534-20021030)

Mme la Présidente dépose :

Le rapport des vérificateurs qui ont procédé à la vérification de l'état des dépenses et des crédits autorisés au Vérificateur général du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2002.

(Dépôt n° 1535-20021030)

30 octobre 2002

30 octobre 2002

Dépôt de pétitions

Mme Bélanger (Mégantic-Compton) dépose :

L'extrait d'une pétition, signée par 2 090 citoyens et citoyennes de l'Estrie, concernant la Centrale de coordination des appels d'urgence de l'Estrie.

(Dépôt n° 1536-20021030)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 74 du Règlement, la période de questions et réponses orales est prolongée de quelques minutes.

Votes reportés

L'Assemblée tient le vote reporté sur la motion proposée par M. Ouimet (Marquette) aux affaires inscrites par les députés de l'opposition.

Cette motion se lit comme suit :

QUE l'Assemblée nationale dénonce le laxisme du gouvernement dans la gestion des contrats reliés à l'implantation du nouveau Centre hospitalier universitaire de Montréal (CHUM).

La motion est rejetée par le vote suivant :

(Vote n° 114 en annexe)

Pour : **33** Contre : **55** Abstention : **0**

Motions sans préavis

M. Sylvain Simard, ministre de l'Éducation, propose :

QUE l'Assemblée nationale félicite, à l'occasion de cette première édition de la *Semaine québécoise des adultes en formation*, tous les adultes québécois qui ont le souci de maintenir à jour leurs connaissances et leurs compétences, tout en conciliant les exigences de leur vie personnelle et professionnelle.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Avis touchant les travaux des commissions

Mme Vermette, leader adjointe du gouvernement, convoque :

- la Commission des affaires sociales, afin de poursuivre les auditions publiques dans le cadre de la consultation générale sur le projet de loi n° 112, Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale, et afin d'entreprendre l'étude détaillée du projet de loi n° 96, Loi sur les services préhospitaliers d'urgence et modifiant diverses dispositions législatives.

M. Brouillet, premier vice-président, donne les avis suivants :

- la Commission de l'économie et du travail se réunira en séance de travail afin d'organiser les travaux de la commission ;
- la Commission de l'éducation se réunira en séance de travail afin de faire le bilan des auditions dans le cadre du mandat d'initiative sur les fluctuations des clientèles dans le secteur de l'éducation.

30 octobre 2002

30 octobre 2002

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

M. Charbonneau, ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes, propose que le principe du projet de loi n° 111, Loi modifiant la Loi sur la ministère du Conseil exécutif en matière d'affaires intergouvernementales canadiennes, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi n° 111 est adopté.

Mme Vermette, leader adjointe du gouvernement, propose que le projet de loi n° 111 soit renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions.

La motion est adoptée.

Mme Vermette, leader adjointe du gouvernement, propose que les travaux soient ajournés au jeudi 31 octobre 2002, à 10 heures.

La motion est adoptée.

En conséquence, à 16 h 26, M. Brouillet, premier vice-président, lève la séance et l'Assemblée s'ajourne au jeudi 31 octobre 2002, à 10 heures.

La Présidente

LOUISE HAREL

30 octobre 2002

ANNEXE

Votes par appel nominal

Sur la motion de M. Ouimet (Marquette) :

(Vote n° 114)

POUR - 33

Béchar	Desprès	Lafrenière	Paradis
Bélanger	Dumont	Laporte	Pelletier
Bergman	Gagnon-Tremblay	Leblanc	(<i>Chapleau</i>)
Bordeleau	Gaudreau	Lespérance	Poulin
Bourbeau	Gauthier	MacMillan	Rocheffort
Brodeur	Gauvin	Mancuso	Sirros
Corriveau	Gobé	Middlemiss	Tranchemontagne
Cusano	Grégoire	Mulcair	
Delisle	Kelley	Ouimet	

CONTRE - 55

Arseneau	Charest	Jutras	Paquin
Baril	(<i>Rimouski</i>)	Kieffer	Paré
Beaudoin	Côté	Labbé	Payne
Beaumier	(<i>La Peltrie</i>)	Lachance	Pelletier
Bergeron	Côté	Laprise	(<i>Abitibi-Est</i>)
Bertrand	(<i>Dubuc</i>)	Legault	Pinard
[<i>Charlevoix</i>]	Cousineau	Legendre	Rioux
Bertrand	Désilets	Léger	Simard
(<i>Portneuf</i>)	Deslières	Lelièvre	(<i>Montmorency</i>)
Blanchet	Dionne-Marsolais	Lemieux	Simard
Boisclair	Doyer	Létourneau	(<i>Richelieu</i>)
Boucher	Duguay	Maltais	St-André
Boulerice	Gendron	Marois	Tremblay
Boulianne	Geoffrion	Ménard	Trudel
Carrier-Perreault	Goupil	Morin	Vermette
Charbonneau	Julien	Pagé	